

Colloque Ville intelligente ville démocratique

Organisé par la chaire MADP de Sciences Po et Berger-Levrault

13 Février 2014

Extraits des actes.

Politiques des villes intelligentes

Dominique Boullier



27-DSC07267.JPG

Je reprendrais le terme d'Elizabeth Lewisohn Eisenstein, qui même si elle emploie le titre *La révolution de l'imprimé*, en réalité dit que l'imprimé a amplifié des tendances qui existaient déjà et amplifié tout, le meilleur comme le pire. Je pense que c'est ainsi que l'on doit concevoir le numérique. On peut très bien dire que c'est une révolution puisque cela change beaucoup de choses effectivement, mais pas dans le sens où tout est mis à zéro, où l'on fait table rase comme on pense souvent. En réalité, c'est une amplification phénoménale de toutes les tendances lourdes de notre société, voire de tendances plus faibles qui du coup gagnent en visibilité. C'est ce qui permet de comprendre aussi à quel point avec le numérique nous avons DES politiques possibles. C'est dans ce sens que la question de la démocratie est importante. C'est là-dessus que je souhaite insister, il est très important de sortir de l'idée qu'il y aurait dans cette révolution une fatalité technique que l'on n'aurait qu'à suivre et à s'adapter pour rattraper le retard. Vous avez connu cette « tyrannie du retard » dans tous les discours publics. Toutes les villes, les élus y compris, sont souvent à courir derrière le retard, alors on court, on suit bien évidemment la dernière mode laquelle s'avère quelquefois une impasse en l'occurrence, mais pour s'en rendre compte un peu plus tard. Il est donc quelquefois intéressant d'attendre un peu, et surtout de réfléchir à ce que l'on veut faire, et aussi de réfléchir à sa singularité, à ce qu'est sa propre ville, ce que sont ses citoyens et la culture propre de son pays et ses qualités. De ce point de vue, ce sur quoi je veux insister, c'est justement le pluralisme des politiques, ce qu'on appelle « les architectures techniques » pour reprendre les termes du juriste américain Lawrence Lessig, spécialiste du droit des réseaux qui a apporté énormément à toute cette pensée de

l'architecture technique. Non seulement on parle d'architecture technique, mais on parle même d'urbanisme des réseaux. Vous voyez que nous sommes donc dans des configurations où l'on sent bien qu'on a une matière première que l'on modèle et que l'on met en forme, et qui va produire plus qu'elle-même. Bien évidemment, si elle ne produisait que des briques ou des tuyaux, cela ne serait pas très compliqué. En réalité, elle produit du contenant, c'est-à-dire qu'elle va mobiliser nos corps et nos esprits d'une certaine façon. À partir de ce moment-là, le monde commun que l'on modèle à travers ces choix va bien au-delà de la performance ou de l'innovation. C'est bien autre chose qui est en jeu, vous en êtes convaincus je m'en doute. De ce point de vue, quand on a commencé à parler de la ville intelligente – j'ai été élu à Rennes dans les années 90 où nous avions comme slogan « Vivre en intelligence », vous voyez que ce n'est pas tout récent. Je rappelle quand même aussi que c'est IBM qui a lancé cette idée de *smart city* et de ville intelligente, il ne faut pas l'oublier (il en avait même fait presque une marque, mais maintenant c'est devenu tellement commun, un peu comme Frigidaire, ils n'ont pas réussi à garder le monopole de ce point de vue !). Mais il n'est pas anodin de voir un opérateur majeur des systèmes d'information lancer un concept repris par tout le monde avec cette agrégation de choses très hétéroclites. C'est très important de se demander effectivement quelle est la place de ces acteurs, sinon on se retrouve dans des formes de rails que l'on suit sans savoir qui les a mis en forme et pour quelle raison, et si c'est vraiment ceux que l'on veut suivre. Du coup, on n'est plus très loin de ces craintes totalitaires orwelliennes. Ce n'est pas l'attribut que l'on va accorder à IBM quand même, il n'empêche que c'est typiquement le genre de modèle qui contribue à cela (c'est-à-dire que pour que ce genre d'architecture tienne et devienne toute puissante, il faut qu'il y en ait aussi qui oublient de penser et qui acceptent qu'on les emmène et que l'on continue dans la même voie). Donc, ce qui est important, c'est de voir que dans cette amplification du numérique, il y a des possibilités qui vont être diversement amplifiées et que les choix politiques sont là. On peut faire des choix d'architecture technique, il n'y a pas de fatalité de ce point de vue. C'est vrai qu'il y a avant tout du calcul, il y a du réseau. Mais par exemple, pour la ville, ce qui va être important, c'est justement le fait que cela conduit à une forme d'explicitation numérique. Pour pouvoir calculer, il faut expliciter. Dans toute organisation ou tout système, il faut pouvoir déclarer qui fait quoi, comment, qu'est-ce que cela veut dire, est-ce que chez nous à Sciences Po un étudiant en troisième année qui n'est pas à Sciences Po mais à l'étranger est quand même considéré comme étudiant. En systèmes d'information, on produit ce qu'on appelle des ontologies, on décrit le monde, on décrit précisément les attributs de chacune des entités. Un système d'information ne fonctionne pas sans cette explicitation. C'est une occasion formidable de démocratie. Cela pourrait l'être, c'est-à-dire une occasion de discuter du qui fait quoi, qui a quel rôle, quels sont les attributs qu'on prend en compte, non seulement des acteurs et des citoyens mais aussi des systèmes techniques. À ce moment-là, on a donc une occasion de débattre. Malheureusement, ce n'est pas comme cela que cela se passe la plupart du temps, y compris dans les entreprises, puisqu'on a très souvent tendance à voir des grandes offres commerciales techniques qui arrivent avec des modèles déjà construits où on dit voilà quelles sont les propriétés qu'il faut prendre en compte, et de préférence il est plus facile de se conformer à cela. J'avais beaucoup travaillé sur les ERP (*entreprise resource planning* ou progiciel de gestion intégré) dans les entreprises. Je me souviens d'un chef d'une petite entreprise de Picardie (1 500 salariés, ce n'est quand même pas rien) qui avait invité SAP, fournisseur leader mondial de systèmes d'information et SAP lui dit : « Bienvenue dans le

monde de SAP ». Le problème est que le chef d'entreprise s'est étranglé : « Attendez, vous n'avez pas compris là, c'est vous qui venez dans mon monde, c'est à vous de vous adapter à mon monde ! » En réalité, c'était très révélateur. SAP lui disait : « On ne connaît pas votre entreprise, mais nous avons déjà un modèle pour vous et vous allez vous débrouiller à changer vos process pour rentrer dans nos cadres, sinon ce n'est pas très économique de faire du cousu main ». Ce symptôme est très intéressant pour voir à quel point cette plasticité du numérique qui est une grande vertu par rapport au cadre bâti, où l'on peut effectivement brancher, débrancher, rebrancher, reconfigurer les logiciels, c'est quand même quelque chose de très nouveau), on la perd parce que l'on se retrouve quelquefois captif de certaines tendances et de certaines offres. Et on ne récupère pas le pouvoir politique considérable qui nous est donné par le numérique qui permet justement de décider et de choisir, à condition d'avoir un minimum d'expertise et de ne pas être complètement dépendant de l'offre du dernier consultant. De ce point de vue, on voit bien que dans les deux qualités de la ville qu'Henri Lefebvre exprimait en parlant de centralité et d'accessibilité, l'une des deux est particulièrement amplifiée par le numérique, c'est l'accessibilité. Effectivement, l'accessibilité est celle qui implique d'ouvrir les voies et de permettre la circulation ; elle devient même aujourd'hui de la connectivité. Cela s'est donc très bien amplifié, il n'y a pas trop de problème de ce côté. En revanche, la question de la centralité reste posée. Ce n'est pas seulement un dispositif technique, ce n'est pas seulement la place forte ou la ville forte d'une certaine époque, c'est aussi la question des repères et du centre. C'est la question de savoir qui parle pour nous et à quoi nous sommes reliés collectivement. Construire cette image du centre, c'est un enjeu politique qui devient très compliqué à gérer désormais. Précisément, nous avons cette connectivité et cette ouverture maximale qui induisent que l'on ne sait plus qui parle au nom de qui. Cela débouche justement sur le rôle que des grandes entreprises comme IBM ou Google peuvent jouer, parce que dans notre vie quotidienne, ils ont petit à petit pris une place qui peut prétendre à une forme de centralité.

Rappelons que cette intelligence que nous voulons partager ou que nous voulons considérer comme une propriété essentielle de la ville, on ne peut pas dire qu'elle n'existait pas avant (il y avait quand même de l'intelligence quelque part), sauf qu'elle était effectivement la propriété exclusive et reconnue d'un certain groupe social, des élites traditionnelles mais aussi des experts, qu'on appelait les « autorités ». Et ce modèle continue à exister, il ne faut pas oublier qu'il n'a pas disparu, on n'a pas perdu ce statut d'autorité et ce statut d'expertise. Et l'expérience qu'ils ont pu avoir, constitue encore plus une valeur ajoutée à cela, ce qui explique que les élus continuent à dire parfois : « Cela fait six mandats que je suis là et il n'y a que moi qui peux penser la ville, donc je ferai un septième mandat sans problème ». Ils incarnent quasiment cette intelligence, ils incarnent la ville, ils sont connectés directement (comme les sénateurs qui veulent rester connectés avec le monde local). Ce n'est pas non plus complètement faux : ils ont une véritable expérience et une véritable expertise très particulière, mais qui fonctionne plutôt dans le tacite et les arrangements, les autres groupes sociaux devant préalablement être éduqués (comme nous disait le maire de Rennes à l'époque quand j'étais élu). Cela partait d'une très bonne intention – c'était l'éducation populaire au sens très noble de la III^e République –, mais qui aboutit à considérer que ceux qui ont déjà l'intelligence peuvent participer tandis que les autres ne le peuvent pas. Cette asymétrie était constitutive de ce dispositif classique de pouvoir qui continue à exister, ne l'oublions pas.

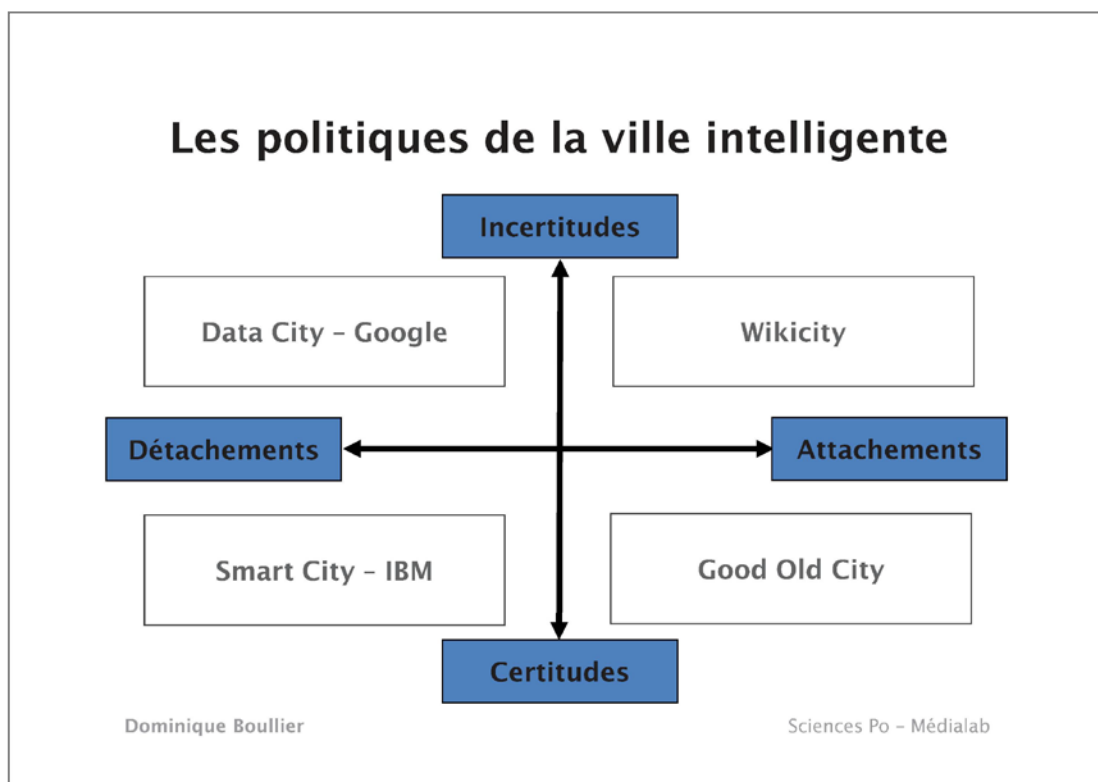
Deuxième étape, que je qualifierai de moderniste, c'est celle précisément que l'on vit actuellement, mais qui est déjà quasiment contestée et dépassée de mon point de vue, c'est celle qui consiste à déléguer ou à faire appel à des experts pour gérer la complexité des systèmes urbains dans laquelle nous sommes – des experts capables d'avoir la vision globale, c'est ce que j'évoquais typiquement à propos d'IBM. Cela veut dire que ces entreprises (ou cette entreprise en particulier car c'est un secteur qu'IBM a beaucoup investi) disposent d'algorithmes et de capacités de calcul et de modélisation – le terme clé étant bien celui de la « modélisation » – qui lui permettent d'avoir des systèmes d'apprentissage. On entend parler partout de leur machine Watson qui est un peu le modèle même de cette gestion des connaissances de haut niveau. Il ne s'agit pas seulement de petits capteurs permettant de prélever des informations pour en faire des statistiques, c'est vraiment une grosse machine permettant de traiter des données d'un niveau complexe et d'un niveau d'agrégation qui dépassent les capacités ordinaires des systèmes d'information que l'on pouvait connaître auparavant. Les systèmes développés par IBM sont distribués petit à petit dans le monde entier (les très gros systèmes, c'est-à-dire ceux qui intègrent tous les domaines, depuis la sécurité, les transports et les risques de tous types, dans quelques villes seulement), finissent par fonctionner exactement comme je le disais précédemment à propos des ERP et de cette organisation parfaite d'un système urbain qui doit se transformer pour pouvoir être exploité et analysé par les systèmes informatiques. Cela suppose donc qu'il y ait des capteurs, mais aussi des « effecteurs » (c'est là le problème d'ailleurs car on a rarement des effecteurs qui conviennent, or il faut des humains pour agir car tout ne fonctionne pas automatiquement). En revanche, on peut centraliser énormément d'informations, les traiter et produire cet effet de gestion surplombante. Dans le centre de recherche d'IBM près de Nice, c'est magnifique, vous voyez tous les systèmes qui gèrent l'énergie et le transport dans un même *dashboard* (le fameux tableau de bord, jouissance parfaite du manager où vous voyez tout ce qui se passe en même temps). D'ailleurs, par certains côtés, on pourrait voir quelque chose du Big Brother, mais ce n'est pas forcément directement lié à de la surveillance très pointue d'individus car ce sont vraiment des grands systèmes que l'on gère, mais qui représentent l'idéal moderniste. C'est-à-dire que nous ne sommes pas pris dans les contingences de la ville ordinaire, nous sommes capables de surplomber tout cela et nous récupérons de la maîtrise, nous avons toute l'information. Et, ayant la meilleure information possible, nous sommes capables de prendre la meilleure décision qui soit (aidés pour la décision puisque ce sont des systèmes d'aide à la décision, je crois que le sujet a été abordé précédemment aujourd'hui). Donc, cet aspect est très important, c'est un élément qui fonctionne et qui séduit énormément les villes. C'est un modèle, mais c'est une politique, « une » politique parmi d'autres. On n'est pas obligé de considérer que c'est la « seule » façon de vivre la ville intelligente, il y en a d'autres.

La deuxième façon qui émerge un peu en décalage, c'est celle qui porte précisément sur l'agrégation de données, non plus à partir de modèles construits par une entreprise comme IBM ou d'autres, mais qui permet de récupérer toutes ces données et de les croiser. C'est cette possibilité de combiner des choses très différentes et très hétérogènes qui nous permet – pas seulement à travers l'Open Data qui est l'un des éléments qui permet ce type d'opération, mais aussi sous des formes beaucoup moins formatées et beaucoup moins modélisées *a priori* – de faire proliférer ces données et de profiter de toutes les corrélations que l'on peut imaginer. Au Medialab à Sciences Po, on reçoit souvent des gens qui nous

proposent des choses, et souvent il y a quelque chose, on ne sait pas l'expliquer, mais cela produit des corrélations et cela aide à interpréter une situation souvent confuse et très évolutive. Cela fait de l'intelligence, on récupère un peu de contrôle, de maîtrise ou de compréhension. C'est basé sur une traçabilité généralisée qui n'est plus celle seulement des systèmes techniques, mais qui est aussi la traçabilité des personnes et de leurs activités que nous laissons les uns et les autres à travers nos téléphones portables. C'est très important, la révolution du Macintosh est effectivement fascinante, mais la révolution du portable est bien plus importante. Aujourd'hui, deux tiers de l'humanité sont connectés avec des systèmes techniques quasiment voisins. En quinze ans, on est passé de 90 000 millions de souscriptions à quasiment 6 milliards. C'est phénoménal. Nous avons muté dans un monde équipé, connecté en permanence et nous laissons des traces parce que cela fuit de partout. On ne sait donc pas ce qu'on laisse et on va avoir ce que j'appelle un Fukushima des données personnelles. Comme on n'a pas contrôlé ce qui se passait, cela va nous retomber sur la figure évidemment. C'est déjà arrivé, je tiens un répertoire de toutes ces crises des données qui arrivent depuis le Playstation Network en 2011 où ce n'était que 10 millions de comptes, or maintenant on arrive à 100 millions de comptes. Cela monte en volume et puis on aura une grosse tuile un de ces jours, c'est obligatoire puisqu'on n'a pas pensé ces architectures techniques. Et c'est surtout le passage à l'échelle qui produit des phénomènes que personne n'avait vraiment pensé comme tels, car on est dans des systèmes ouverts concurrentiels qui ne sont pas pensés comme tels. On a donc là effectivement une des entreprises qui est la mieux à même de capter tout cela, c'est Google qui est en plein dans ce système, à la fois sur des systèmes mobiles et sur des systèmes fondés sur des approximations. C'est ce qui est difficile à comprendre. Pour travailler à la fois avec Google et IBM, je vois bien que les façons de penser sont très différentes. IBM modélise et possède un pouvoir de modélisation absolument fascinant, mais tout est organisé *a priori*. Chez Google, pas du tout, on prend le tout-venant, et par la masse de calcul et les itérations, on finit par arriver à trouver des régularités, à trouver des *trends*, avec lesquelles on génère de l'information adaptée à votre comportement ou à des décisions que vous voudriez prendre. C'est phénoménal, ce sont des philosophies tout à fait différentes, et qui ont des risques aussi dans les deux sens. C'est une autre politique, c'est tout. Évidemment, vous voyez bien que cela peut proliférer et donner des choses tout à fait incohérentes, mais Google a eu l'intelligence de s'appuyer sur un des dispositifs clés de l'affaire, ce sont les Google Maps sur lesquels le système d'information de Google est totalement centré (ce qui entre directement en rapport avec l'urbain). On pourrait dire qu'IBM a besoin d'avoir des références et des cadres de pensée, et que Google met tout en vrac. Pas du tout, ils ont quand même la géolocalisation qui fait que tout retombe au bout d'un moment sur des repères conventionnels sur lesquels on peut s'orienter ensuite. Voilà une autre politique : nous pouvons faire des choix. Quand on est décideur, y compris dans une ville, on peut décider de donner ses systèmes d'information à Google, à IBM ou à d'autres.

Puis, on a une troisième étape sur laquelle je terminerai, c'est ce que j'appelle la « ville contributive » ou une forme d'intelligence distribuée. Cela veut dire qu'à la différence d'IBM, on ne repose pas sur des modèles préconstruits dans lesquels on va réduire les comportements supposés à quelques archétypes, mais on est capable de profiter des contributions des uns et des autres. Ce ne sont pas seulement des gens qui sont des capteurs comme dans le cas de Google, qui laissent juste des traces, mais ce sont des gens

qui sont acteurs et qui contribuent, qui produisent un certain nombre de choses et qui du coup produisent aussi des éléments d'urbanité, au sens où nous vivons ensemble et sommes capables de nous co-ordonner, de faire une co-veillance éventuellement et d'échanger depuis l'intérieur de cette expérience et non plus en surplomb. On n'est plus dans une posture moderne, mais dans une posture que nous essayons de défendre comme cosmopolitique, c'est-à-dire où l'on est à l'intérieur de ces systèmes, on ne peut pas faire comme si nous étions à l'extérieur. Et, de l'intérieur, nous sommes donc capables de rendre compte, de faire un reporting. Par exemple, il y a des applications assez connues comme SeeClickFix où vous rendez compte des incidents qu'il y a dans votre rue, un trou ici, un lampadaire qui ne marche pas là. Vous me direz que c'est très basique et pas vraiment démocratique, mais peut-être que finalement la démocratie fonctionne aussi avec cela ? C'est-à-dire que vos contributions ont une certaine valeur et sont alimentées dans un système d'information où vous jouez un rôle, où vous ne vous considérez pas comme un citoyen que l'on convoque tous les cinq ans pour jeter un bulletin de vote et que l'on oublie ensuite. Là, vous pouvez contribuer d'une certaine façon. Mais évidemment, le plus intéressant, c'est que cela peut être débattu. Il y a donc des forums pour en discuter, qualifier les interventions des uns et des autres, quelquefois pour des détails aussi petits que ceux-là, mais aussi parfois des débats sur des projets. Aujourd'hui, on a aussi des outils pour équiper la discussion sur des projets avec des visualisations alternatives, avec la possibilité d'imaginer des solutions et de faire participer en les équipant. Donc, là aussi, le numérique amplifie ce potentiel, à condition de choisir les bonnes techniques. Si vous choisissez certains dispositifs, vous êtes sûrs qu'il n'y aura aucune réaction ni aucune contribution. Ce choix est donc un enjeu politique et une responsabilité de ceux qui sont en charge de la ville ou des débats.



D-Boullier_Politiques-de-la-ville intelligente.jpg

Pour terminer, ce schéma, qui synthétise mon propos, vous permet de voir cette Google City, cette *smart city* d'IBM (modèle moderniste) et cette Wiki City pour montrer comment la contribution fait partie d'un autre modèle politique. Attention, il n'y en a pas une qui peut se substituer aux autres, tous ces modèles existent en même temps et vont coexister. D'une certaine façon, il est normal qu'il y ait dans certains systèmes techniques des choses comme IBM, ou que dans d'autres, l'on ait beaucoup d'avantages à avoir un système comme celui de Google. Le problème est de leur donner leur place, c'est d'avoir une décision politique qui affirme : « Ne prenez pas tout l'espace, on a un pluralisme des choix, on a un pluralisme des politiques, on a un pluralisme des aménagements ou du type d'urbanisme ». Juste pour votre information, le petit modèle est basé sur deux axes. Sur un axe, les attachements et les détachements, à partir des travaux de Bruno Latour, montrent que le modernisme est un mouvement de détachement systématique (de la nature, des traditions etc.) et permet donc de gagner en liberté. Sur l'autre axe, les certitudes et les incertitudes, à partir des travaux d'Isabelle Stengers, montrent comment la science, plutôt que de produire des certitudes, a commencé à intégrer réellement dans ses propres façons de penser l'incertitude comme étant un des critères essentiels pour comprendre la complexité des phénomènes. Sommes-nous capables de vivre dans des environnements avec incertitude ? Jusqu'où acceptons-nous d'aller dans des détachements ? Le numérique peut nous aider à tirer dans un sens ou dans l'autre, il n'est pas fait *a priori* pour l'un ou pour l'autre, c'est très important. Par contre, il faut avoir ces choix en face et dire ce que l'on veut privilégier pour des raisons diverses, être capable de rouvrir le débat politique et de montrer que les architectures techniques ne veulent pas dire la disparition de la démocratie si on les présente bien comme des choix politiques pluralistes.

* * *

Débats



Christophe Pouthier, Christophe Lladères, Dominique Boullier

28-DSC07286.JPG

Christophe Pouthier

Pour lancer le débat et avant de laisser la parole à notre auditoire, vous donnez un signe d'espoir, ce qui est positif. Vous dites que ce sont des questions de choix politiques, mais possède-t-on aujourd'hui les contrepouvoirs nécessaires et la connaissance nécessaire suffisante pour décider et effectuer ces choix politiques en bonne intelligence ?

Dominique Boullier

C'est effectivement un des problèmes dans la vision qui se diffuse massivement vis-à-vis de la technique et des changements techniques, qui consiste à dire que ce n'est pas notre affaire, que ce sont des choses qui nous passent au-dessus, mais qui nous guident et dont on ne peut rien faire parce que c'est trop compliqué. On la laisse donc aux experts. Là, c'est un vrai problème car cela suppose de se réapproprier un peu d'expertise à son niveau. Dans les formations de nos étudiants, on pousse effectivement à s'approprier un peu plus d'expertise, c'est-à-dire à ne pas seulement être bon en sciences politiques mais aussi d'être bon dans la compréhension de ce qui se passe, car la politique se passe dans les systèmes techniques. Il faut donc être capable de parler avec les ingénieurs. À partir du moment où on leur laisse la bride sur le cou, c'est comme pour les architectes ou les urbanistes, ils nous font des choses incroyables ! Il faut pouvoir organiser le débat, c'est-à-dire être capable d'organiser un lieu de confrontation et de montrer qu'il y a des possibles et qu'il n'y a pas le visionnaire ou la fatalité. Même si on n'a pas l'expertise complète, être exigeant sur le fait qu'il y a toujours une autre solution, déjà cela ouvre et cela calme un peu ceux qui sont les gourous de service (et qui vendent leurs services très chers d'ailleurs).

Question

Monsieur Boullier a beaucoup parlé du choix politique pour telle ou telle solution informatique. Certaines collectivités font le choix d'acquérir, voire de développer elles-mêmes, des logiciels de gestion développés en open source. N'est-on pas en train de changer de paradigme au niveau de la gestion de ces services publics ?

Dominique Boullier

Il existe plusieurs politiques de *l'open source*. Mais juste pour vous rappeler combien la question est compliquée : quelle est la plus grosse entreprise au monde qui fait de *l'open source* ? C'est IBM. C'est dire à quel point IBM a très bien compris comment la qualité de ses logiciels va dépendre de l'extension considérable des contributions qui permettent de mettre à l'épreuve des versions diverses. Ils ne vendent pas ce qu'il y a en *open source* évidemment, mais ils le vendent packagé dans leurs solutions. Vous voyez que le mode de production *open source* en tant que tel (qui à mon avis est une solution indispensable pour les villes, justement pour récupérer un peu d'autonomie) ne dit rien des solutions au sens du *packaging* et des différentes couches qu'il convient d'avoir pour que les applications soient utilisables par les opérateurs, les villes, les techniciens ou autres. Là encore, il faut décider jusqu'où l'on va dans *l'open source*, est-ce du *core* (ou du noyau) que l'on utilise ? Est-ce que l'on utilise carrément des applications ? C'est assez ouvert là aussi, mais vous avez raison, cela ouvre le débat.

Christophe Pouthier

Tous les modèles figurant dans votre schéma existent, ou coexistent plus exactement. Cela ouvre le choix politique. Il y en a une qui semble plus spontanée, qui est la case Wiki City car c'est sur laquelle on a le plus de maîtrise. Est-ce qu'il y a des tendances de fond ? Est-ce que la connaissance va en se développant et permet de reprendre un certain pouvoir ? Est-ce qu'il y a des formes de contrepuissance qui s'établissent ou des prises de pouvoir qui naissent de la part des citoyens à travers éventuellement leurs représentants et à travers des politiques à mener et des opportunités que représente la ville intelligente à cet égard ? Sachant qu'en contrepartie, vous l'avez rapidement évoqué, il y a tout ce qui est ontologie, sémantique, web sémantique qui apparaît comme encore plus normatif que le reste sous certains aspects. Qu'en est-il aujourd'hui ? Qu'est-ce qui est en train de se passer ?

Dominique Boullier

Effectivement, j'ai relié les questions d'ontologie à IBM même si c'est très schématique. C'est pour dire effectivement que c'est ce type de modèle de nécessaire formatage des connaissances, des données à partir de toute source quelle qu'elle soit, qui permet d'avoir la puissance des systèmes derrière et des algorithmes développés. Quand vous dites que c'est justement sur le mot Wiki City que nous avons un peu plus de maîtrise, je pense que non et c'est ce qui fait fuir tout le monde ! En effet, du point de vue des administrations, des élus ou des techniciens, à partir du moment où on commence à laisser des contributions partir dans tous les sens, on ne sait pas où l'on va. Il a fallu par exemple pour Wikipédia un temps considérable et une énergie phénoménale pour arriver à créer une forme d'institutionnalisation du contrôle de la qualité des publications (qui n'est pas optimale certes, mais ils ont quand même réussi à faire quelque chose). Vous voyez que c'est très

compliqué, et il n'y en a pas beaucoup de cette qualité. Donc, à partir du moment où on ouvre et on dit spontanément que c'est quand même bien de donner la parole au citoyen, cela veut dire aussi qu'on la perd aussi. Il est clair qu'il faut accepter que l'on entre dans des sables mouvants. Donc, toute l'efficacité que l'on veut avoir quand on est élu (parce que l'on veut arriver à quelque chose, on ne veut pas passer dix ans à débattre d'un projet, si c'est pour au bout du compte, modifier des choses juste en détail), on risque d'être capté dans cette impuissance apparente en rentrant dans cette logique. C'est vrai, c'est une culture qui suppose d'accepter un risque élevé de dépossession de son propre statut et de ses capacités de décision. Souvent les élus ou les administrations, ou ceux qui sont en charge de projets, doivent effectivement envisager de trouver des combinaisons et des compositions entre ces différentes politiques. Il faut prendre ce risque, et, dans certains moments, on sait que l'on est dans une autre phase où il faut fermer les débats et prendre des décisions. À ce moment-là, on passe alors à des modèles capables d'intégrer tous les apports et toutes les contributions pour les restituer dans des ensembles plus cohérents qui nous permettent d'avancer. Cet exercice est certainement plus compliqué que d'avoir seulement une vision *a priori* en disant : « Je rejette toutes ces grandes entreprises et je fais de la contribution citoyenne partout. » Non, ces systèmes ont aussi des efficacités qu'il faut prendre en compte. Cette composition dépend vraiment de l'art du politique. Cet équilibre est à trouver selon les environnements particuliers.

Christophe Pouthier

La ville intelligente a ses exigences et donc nous allons laisser Jean-Bernard Auby clore et faire la synthèse de la journée en le remerciant d'avoir organisé cette journée sachant qu'au départ il y avait un constat sur le fait qu'il y ait très peu de réflexions aujourd'hui sur la ville intelligente. Il y avait une réalité, et je pense que nous l'avons constaté à plusieurs moments de la journée, mais que la réflexion était un peu dispersée aujourd'hui.